

Souveraineté La Solution in

Un monorail, une invention de chez nous futuriste



Un M.G.V. coûterait entre 25 et 50 % moins cher que le train sur rail proposé. Un M.G.V. en porte à faux de chaque côté du pont Champlain laisserait la 3^e voie libre pour une éventuelle réservation aux autobus aux heures de pointe. Le tout combiné avec un prix équivalant de passage d'autobus de la ville de Montréal, de métro, le M.G.V. du pont Champlain (maison de directions) au métro de Longueuil, ou au tunnel L.H. Lafontaine (maison de directions) incluant un terrain de stationnement incitatif aux deux maisons de directions, tarif gratuit pour la première année à partir de la date d'ouverture et \$3.00 maximum par jour après la date d'anniversaire.

Dans les années 1950, à coup de millions de nos dollars de publicité, les politiciens disaient que nous allions de l'avant avec les autobus. Les dires pour venter les mérites de se départir de ces chars sur rail fusaient à outrance de la bouche de nos politiciens, selon eux il fallait se départir de ce mode de transport désuet et très coûteux. Aujourd'hui c'est à coût de plus de \$5.5 milliards de notre argent durement gagné, déposé à la Caisse de dépôts et de placements que le président de cette dernière, ami et appointé par l'ancêtre du parti de l'austérité en place, nous recule aux temps des tramways sur rail de 1950 (une vieille technologie sur rail importée de l'étranger, quant nous avons une technologie futuriste, une invention de chez-nous, un monorail M.G.V.

Le pont Champlain nous coûtera la somme de plus de \$4.2 milliards, à y rajouter \$5.5 milliards pour le train sur rail proposé par la Caisse, nous arrivons tout près de \$10 milliards. Le fédéral et ses acolytes à Québec sont en train de nous endetter de plus de \$4.2 milliards et ceux du Québec dilapident notre Caisse de plus de \$5.5 milliards, le tout pour près de \$10 milliards. Nous ne voulons pas retourner en 1950, encore moins endetter nos générations futures et dilapider notre Caisse, mais bien leur laisser un pays le Québec, **OUI**.

Solution

Qu'un mot d'ordre soit donné avec une date et un endroit à Québec pour un rendez-vous ayant comme seul but d'aviser les députés Libéraux et leur chef de partir de ce parlement dès cet instant car ils ne sont plus dignes de gouverner la Nation. Que l'opposition officielle forme désormais un gouvernement légitime, jusqu'à la fin de ce terme et que les candidats du PQ qui sont arrivés deuxième dans les comtés où les libéraux ont été élus, soient proclamés élus et que ce processus de sélection des députés par le DGEQ se tienne en dedans de 10 jours de calendrier à partir de la date de l'avis et ceci pour égaliser le nombre de députés libéraux qui ont siégé de la dernière élection à aujourd'hui. La prise de pouvoir par le PQ se fera la même journée que l'avis donné aux Libéraux. Le parti Libéral sera rétrogradé à simple opposition ainsi que le salaire de simple député, 1 député de moins que la CAQ et la CAQ deviendra l'opposition officielle.

Les anciens députés qui perdront le statut de député n'auront pas droit à une prime de départ seulement à une pension et cela seulement à l'âge de 60 ans, s'ils y ont droit, ceux qui n'ont pas le droit à une pension recevront une indemnité de départ équivalente à une semaine par année en poste à la fin du présent mandat. **Nous ne voulons pas d'élection avant la fin du présent terme.**